

Cet ouvrage collectif est avant tout la description des 15 parlements sélectionnés de l'Assemblée Parlementaire de la Francophonie. *Parlementarisme et Francophonie* ne fait que caractériser les parlements, en les mettant très peu en relation. Il n'en reste pas moins que les explications fournies sont un bon point de départ pertinent pour effectuer éventuellement une analyse comparative plus approfondie.

LEILA MOLNAR *Université de Montréal*

**Le fédéralisme belge. Enjeux institutionnels, acteurs socio-politiques et opinions publiques**

Régis Dandoy, Geoffroy Matagne et Caroline Van Wynsberghe (dir.)

Academia-L'Harmattan,

Louvain-La-Neuve, 2013, 258 pages.

doi:10.1017/S0008423915000025

Dernièrement, la Belgique, pays fédéral, s'est retrouvée sans gouvernement de plein exercice pendant une période de 541 jours. Cela et les différentes évolutions et réformes majeures du système politique en font un sujet de recherche particulièrement riche. C'est là-dessus que se penche l'ouvrage dirigé par Régis Dandoy, Geoffroy Matagne et Caroline Van Wynsberghe, *Le fédéralisme belge, enjeux institutionnels, acteurs socio-politiques et opinions publiques*. Le but de ce livre est de comprendre les dynamiques de ce fédéralisme et de comprendre comment ce système a évolué pour en venir à ce qu'il est aujourd'hui. L'ouvrage est organisé en trois parties, chacune composée de chapitres qui portent sur un aspect différent du fédéralisme en Belgique.

La première partie, intitulée *Enjeux institutionnels*, se penche sur la structure de l'État belge et les enjeux qu'il comporte. Le premier chapitre, écrit par Min Reuchamps, décrit le fédéralisme en Belgique comme étant bipolaire, asymétrique et évolutif. Il est tout d'abord bipolaire dans sa séparation linguistique profonde entre les francophones et les néerlandophones, ainsi que par sa séparation des pouvoirs entre deux entités fédérées égales, les Communautés et les Régions. Le fédéralisme belge est aussi asymétrique. En effet, la Région flamande et la Communauté néerlandophone ont fusionné, ce qui n'est pas le cas du côté wallon/francophone, créant une représentation inégale des Régions et des Communautés au niveau fédéral. Finalement, la fédération belge est très évolutive, changeant constamment au gré de réformes fréquentes. Le deuxième chapitre de cette section, rédigé par Caroline Van Wynsberghe, présente la position délicate de Bruxelles dans l'équation belge. Cette capitale fédérale est aussi une Région nommée « Bruxelles-Capitale », se trouve en plein territoire de la Communauté flamande et est également une capitale européenne, soit le siège de nombreux organes centraux de l'Union européenne. Cette première partie de l'ouvrage nous permet ainsi de bien comprendre les dynamiques politiques de cette fédération pour mieux saisir les analyses qui suivent.

La deuxième partie de l'ouvrage, *Acteurs socio-politiques*, se penche sur le rôle de différents acteurs sur la scène politique belge. Le troisième chapitre du livre s'ouvre sur cette question en se concentrant sur les partis politiques. Les auteurs, Régis Dandoy, Caroline Van Wynsberghe et Geoffroy Matagne, examinent les textes produits par les partis dans le but de déterminer leur réelle intention au sujet de la décentralisation. Par une méthode mathématique, ils comparent les résultats obtenus pour chacun des partis et observent la différence entre les partis francophones et néerlandophones. Ils se rendent compte aussi que les partis néerlandophones ont une tendance plus décentralisatrice que les partis francophones. Ensuite, le quatrième chapitre se penche sur les trajectoires de carrière des hommes politiques. Les auteurs, Jean-Benoît Piler et Stefaan Fiers, expliquent qu'il existe trois théories sur ce phénomène dans les

fédérations : celle d'une trajectoire linéaire qui se déplace des entités fédérées vers les niveaux de gouvernement plus élevés, une autre qui y voit une trajectoire qui « saute » d'un niveau à un autre, selon les meilleures opportunités, et, finalement, une théorie qui colle plus à la Belgique, soit la constitution d'élites politiques séparées entre les différents niveaux de gouvernement. Le cinquième chapitre, rédigé par Kurt Vandaele et Marc Hooghe, se penche sur la dynamique des syndicats et des associations patronales, fragmentée entre les Régions.

La troisième et dernière section de l'ouvrage est intitulée *Médias et opinions publiques*. Cette partie commence avec le sixième chapitre, rédigé par Régis Dandoy, Dave Sinardet et Jonas Lefevère, où les auteurs analysent des articles tirés de journaux pour vérifier leurs hypothèses sur la couverture médiatique de la politique belge. Cette méthode mathématique leur permet d'en arriver à plusieurs conclusions, soit que les médias couvrent proportionnellement les partis selon leur importance sur la scène politique, qu'il existe une sorte d'étanchéité entre les deux Communautés au sujet des partis politiques de l'autre et, finalement, qu'il existe des types de journaux identiques pour chaque Communauté linguistique. Le septième et dernier chapitre se penche sur l'opinion publique, en analysant des enquêtes réalisées auprès de la population au sujet de leur avis sur la centralisation ou la décentralisation du pouvoir en Belgique. Les conclusions qu'ils en tirent peuvent surprendre : malgré un léger penchant plus prononcé vers la décentralisation de la part des Flamands, les deux populations considèrent majoritairement le gouvernement fédéral comme plus compétent que le niveau régional pour des sujets d'importance. Les auteurs relèvent aussi un écart important entre les opinions du public et celle des élites politiques en Flandre, alors qu'en Wallonie la corrélation est presque parfaite.

*Le fédéralisme belge* est donc un très bon ouvrage pour toute personne cherchant à mieux comprendre la dynamique de cette fédération particulière. La diversité des approches utilisées par les différents auteurs permet de visiter plusieurs facettes de ce pays complexe et de mieux le saisir. Il constitue ainsi une excellente référence en la matière.

ALIÉNOR DE STEUR *Université de Montréal*

### **Freedom from Past Injustices**

Nahshon Perez

Edinburgh: Edinburgh University Press, 2012.

doi:10.1017/S0008423914000961

Do present-day Americans owe something to, say, blacks or native Americans by virtue of the way “our ancestors” treated them long ago? That has been a much-discussed question in recent years, and in this book Nahshon Perez undertakes a systematic and exhaustive investigation, supporting the conclusion that such theses mostly don't work.

He presents a carefully narrow and very useful specification of his task. We are asking about cases which are historical in the sense that both the wrongdoers and the wronged are all dead. The question then is whether further generations may be held to account, and required to make amends for the misdeeds of their great-great-grandparents, or fellow members of a nationality, race, or tribe, and so forth. His operative premise is the familiar one that Rawls calls the “separateness of persons.” A is responsible for A's deeds, B for B's, and so on. Given that, and familiar liberal beliefs about the wrongness of harming the innocent, the question that pervades much of the inquiry concerns the “non-identity problem”: “if a given historical injustice is causally connected to the existence of the descendants of deceased victims of this historical injustice how can a living person be wronged by something without which he or she would not exist?” Clearly the historical wrong could not, then, have harmed *those* people, at any rate.